

Les territoriaux étaient présents le 9 octobre aux côtés des syndicats de la Fédération de la Santé et de l'action sociale, pour défendre leurs revendications.



Prise de parole de Sophie Herlin-Martinez au nom de la Fédération des services publics :

« Pour la fédération des services publics, il était impensable de ne pas répondre présent à l'appel à la mobilisation d'aujourd'hui.

Aujourd'hui, dans un contexte où le gouvernement est au bord de l'implosion, sans ministre, ou la pression du peuple affaibli chaque jour un peu plus Macron et ses alliés, nous pouvons être fier d'être ceux qui ne faiblissent pas qui sans cesse viennent rappeler que le pays il est à nous et pas à eux. Aujourd'hui, et demain continuons de rappeler que de l'argent il y en a, qu'il n'est plus acceptable de nier la colère des citoyens, des travailleurs et des travailleuses, de rester sourd à nos revendications.

Des solutions pour financer nos propositions, pour changer la société il en existe et elle est finalement très simple : meilleure taxation des richesses et du capital. Une meilleure répartition au profit des travailleurs et non du capital et des entreprises du CAC 40, de l'argent pour les services publics et non pour la guerre.

Les professionnels de la santé, du social et du médico-social, les travailleurs du public comme du privé se mobilisent depuis des années sans relâche pour défendre des conditions de prises en charges dignes, pour dénoncer des conditions de travail sans cesse plus dégradées et des salaires de misère jamais revaloriser.

Il n'est plus acceptable que des lits fermés dans les hôpitaux, que les urgences ne puissent plus assurer leurs missions, que des femmes soient contraintes d'accoucher dans

leurs voitures ou sur la route, que les structures sociales et médico-sociales aient des délais de prises en charges qui s'étalent sur des mois voire des années, que des enfants restent en danger dans leur foyer faute de prise en charge par les services de l'aide sociale à l'enfance, exposés à des conditions de vie qui viennent mettre à mal leur développement. Rappelons que cette jeunesse d'aujourd'hui c'est le monde de demain. Nous ne voulons pas d'un monde qui va de plus en plus mal.

A nos revendications, le gouvernement vient répondre par des réformes insensées, celle des diplômés voulant faire de la polyvalence la solution, par des décrets hors sol et impossible à mettre en œuvre sans se mettre en danger, sans vous mettre en danger et sans mettre les usagers et les citoyens de ce pays.

Alors que l'on travaille à l'hôpital, dans un service social, dans un EHPAD, auprès des plus petits dans les crèches/ les écoles ou bien encore dans les services de l'aide sociale à l'enfance, et j'aurai une pensée particulière pour nos collègues assistants familiaux dont le statut précaire les contraint au silence et à l'isolement sans cesse alors qu'ils.elles travaillent, je le rappelle, 24h/24 7j/7 sans relâche pour accueillir les enfants qui ne peuvent plus rester à leur domicile. Ensemble rappelons le, rappelons leur que nous ne lâchons rien.

Montrons à Macron et à son futur gouvernement, qui fera peut-être encore moins que 14h, qu'il est urgent de remettre au cœur de notre système ce qui est ancré en nous, militant de la CGT, la solidarité entre actifs et retraités, entre les jeunes et nos aînés.

Exigeons un service public financier à la hauteur des besoins par ce Gouvernement qui permettent en tout temps et en tout lieu l'accès aux droits fondamentaux.

Continuons la lutte contre toutes les formes de discrimination qui tentent de s'infiltrer dans les discours et exigeons la paix partout dans le monde. Rappelons qu'il est urgent de stopper le génocide envers le peuple palestinien. Stop génocide ! Belle mobilisation à tous. Ensemble on ne lâchera rien.»

Les psychologues territoriaux mobilisé.es (communiqué de l'UFICT des services publics) :

Le 9 octobre 2025, un ensemble d'organisations syndicales et professionnelles (UFMICT-CGT Santé Action sociale, UFICT-CGT, FSU, Fédération Française des Psychologues et de la Psychologie, Société Française de Psychologie) se sont rassemblées devant le Ministère de la Fonction Publique dans une représentation unitaire de nos différents secteurs d'activité.

LA PROFESSION REVENDIQUE DANS TOUTES LES STRUCTURES RELEVANT DES 3 VERSANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE la prise en compte de la santé psychique, la prévention, le prendre soin, la revalorisation des salaires et des recrutements conséquents, le respect de la fonction et du statut, le respect de la déontologie des psychologues, l'abandon d'une logique comptable contraire à la qualité.

Une Assemblée Générale s'est tenue à la Bourse du travail dans l'après-midi, lors de laquelle de nombreux psychologues des services publics ont témoigné : Psychiatrie, Protection de l'enfance, Santé, Solidarité, Justice, Enseignement, Collectivités territoriales, Hôpitaux, EHPAD, Centres médico-sociaux et sociaux, Travail, Insertion, Handicap.... Nous partageons toutes et tous les mêmes constats : externalisation, pénurie chronique, perte des postes, introduction du libéral dans les missions de service public, souffrance au travail et déficit d'attractivité.

Malgré le contexte politique, notre mobilisation a été relayée par les médias et certaines députées. Il ne faut pas en rester là. Au regard de la dynamique enclenchée, poursuivons prochainement le mouvement par des actions locales, par exemple devant les préfectures ! Et n'oubliez pas d'interpeler vos député.es !

Ils ont dit :

= Des agents du Centre d'Action sociale de la ville de Paris (CASVP) :

*« Je suis aide-soignante au domicile des personnes âgées. Dans notre service, on est mutualisé avec les aides à domicile, et aujourd'hui, on a un vrai problème : la Ville de Paris veut réformer notre travail. Ils embauchent des aides à do-

micile en tant qu'auxiliaires de vie, alors qu'à Paris, ce statut n'existe même pas officiellement ! Résultat : on recrute des aides à domicile pour faire le travail d'aides-soignants, sans formation, sans diplôme, et sans reconnaissance. Et ce sont les personnes âgées, celles qu'on accompagne au quotidien, qui risquent d'en payer le prix fort.



Nous, les aides-soignants à domicile, on fait un vrai métier de soin, avec des gestes techniques, des responsabilités. Ce qu'on demande, c'est du respect pour nos compétences et pour le travail qu'on fait chaque jour auprès des plus fragiles. Et puis, il y a aussi la question du Ségur. Nous, on l'a obtenu, ce Ségur, et on ne lâchera rien. Le Ségur, on l'a mérité, on le garde. Le gouvernement ne nous le retirera pas, ni à nous, ni à aucun soignant. Mais on se bat aussi pour nos collègues du Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris, les agents administratifs, qui eux n'ont rien eu. Pendant le Covid, eux aussi ont bossé sans relâche pour que tout tienne : les dossiers, les reconnaissances de maladies, les suivis des soignants... Alors aujourd'hui, on le dit fort et clair : le Ségur, c'est pour tous ! »

*« Le vrai problème chez nous, c'est la déconnexion totale entre les élus, les représentants du personnel et les agents de terrain. Ces gens-là, on ne les voit jamais. Ils viennent seulement quand ils y sont obligés, dans les réunions officielles, mais quand on veut leur parler, ils disparaissent. Cet été, on a fait une grève illimitée de plus de dix jours au CASVP. On se battait pour obtenir 140 euros pour les contractuels, des collègues qui sont payés au SMIC. Oui, il y a du SMIC, dans la fonction publique ! C'est honteux. Et là, j'apprends qu'une adjointe à la maire de Paris est venue manifester aujourd'hui. Franchement, je trouve ça culotté. Parce que quand on veut la rencontrer pour parler de nos salaires, de nos conditions de travail, on ne la voit jamais. Mais pour venir se montrer devant les caméras, là, elle trouve le temps ! »

« Au CASVP, on gère quinze EHPAD. Et pourtant, on n'a pas les mêmes droits que nos collègues de l'Assistance Publique. La NBI, la nouvelle bonification indiciaire, on ne l'a

pas. La revalorisation du travail de nuit, des dimanches et des jours fériés, appliquée partout ailleurs, on ne l'a pas non plus. Pourquoi ? Parce que la Ville de Paris dit que ça coûte trop cher. Eh bien, à force de mépriser les agents, de ne pas écouter ceux qui font tourner les services publics, ils vont finir par payer le prix fort. Parce que sans nous, sans les agents de terrain, rien ne fonctionne. Et ça, il serait temps qu'ils s'en rendent compte. »

= Témoignage de Céline, infirmière territoriale au Conseil départemental de la Charente :

« Je suis infirmière en protection maternelle et infantile sur la ville d'Angoulême. En tant qu'infirmière de PMI, mes collègues et moi sommes les personnels en première ligne auprès de la population, toute la population charentaise, les plus précaires comme les autres. Mes collègues sages-femmes aussi. On est vraiment les artisans de la prévention primaire et précoce. Au département de la Charente, en termes de personnel, on est sous-dotés, même en PMI pour pouvoir effectuer un travail de prévention. Ensuite, nous sommes montées à Paris également pour représenter nos collègues du social et médico-social, du pôle solidarité. Ces collègues sont usés, épuisés, comme partout en France, je pense.



Notre travail est compliqué parce qu'on est vraiment au plus près des personnes les plus en difficultés. Il y a une charge émotionnelle et mentale très importante qui, je pense, n'est pas prise en compte par l'institution. Ils sont plutôt dans des démarches d'organisation, de rationalisation, de chiffrage, autant de choses qui ne se rapportent pas au travail social. On ne peut pas faire du chiffre dans le travail social. On ne rapporte pas.

Et en même temps, si on n'est pas là, la population et les plus précaires risquent d'être en difficulté.

Au département de la Charente, pour le pôle solidarité, on va subir une réorganisation des services avec de plus en plus de hiérarchie, et de moins en moins d'intervenants auprès de la population.

Les revendications concernant la journée du 9 octobre : pour

moi, ce qui était important et essentiel en tant qu'infirmière, la plus grosse revendication, c'est de préserver notre sécurité sociale en l'état. Face à aujourd'hui un monopole du capital, même au plus haut sommet de l'État, c'était important pour moi d'être là et de faire preuve de résistance par rapport à ça, et le maintien de la sécurité sociale pour tous en l'état. Ça englobe aussi l'AME. La santé des gens, c'est la chose la plus importante qui soit. Il faut vraiment se battre pour préserver ça, la sécurité sociale, la possibilité à tous d'accéder à des soins. Ce qui est important aussi aujourd'hui, c'est de redire à l'État qu'il ne doit pas se désengager en termes de financement des collectivités territoriales alors que l'on va devoir prendre en charge des missions qui ne sont pas les nôtres, qui ne sont pas des missions obligatoires. En effet, ce sont des choix politiques des départements, des présidents de départements, mais comme l'État se désengage de plus en plus financièrement de tout ça nous impacte et ça impacte les agents aussi. Si des choix politiques sont faits dans les départements forcément ça va impacter les agents et leurs missions.

Cette année c'est aussi les 80 ans de la PMI, donc c'était important aussi pour moi parce que je pense que c'est vraiment lié, sécu, PMI, soins pour tous. On est monté à Paris parce que c'était vraiment un symbole très, très, très important. Devant le ministère de la Santé, donc c'était l'endroit où il fallait être pour moi pour exprimer ses revendications et exprimer notre mécontentement. Ça fait plaisir, ça fait du bien de voir des gens de partout, de voir l'implication. Les collègues sont lassés, vraiment las de tout ça, épuisés et du coup c'est très compliqué. Donc ça faisait énormément de bien d'être là avec des camarades de toute la France.

Communiqué de la CSD du Gers (32) : ATSEM : Assez de mépris, place au respect ! Le 9 octobre 2025 la filière médico-sociale en colère à Auch. La Fédération CGT des Services publics était aux côtés des ATSEM (Agentes Territoriales Spécialisées des Écoles Maternelles) lors du rassemblement du 9 octobre 2025 à Auch, organisé dans le cadre du mouvement national de la CGT Santé Action Sociale. Cette journée d'action a réuni de nombreux agents mobilisés pour la reconnaissance, la dignité et la revalorisation de leurs métiers. Sur la place de la Libération, les ATSEM ont pris la parole pour défendre leur rôle éducatif et revendiquer la reconnaissance de leur statut au sein de la fonction publique territoriale. Au cœur du quotidien des écoles maternelles, elles participent à l'éveil, à la sécurité et au développement des jeunes enfants. Un travail essentiel, mais encore trop souvent invisible, mal reconnu et sous-rémunéré.

Les participantes ont rappelé leurs revendications majeures :
*Le reclassement en catégorie B, pour une reconnaissance statutaire à la hauteur de leurs missions * Des conditions de travail dignes, avec la prise en compte de la pénibilité * L'intégration de la prime Ségur de 189 euros dans le calcul de la retraite * Le maintien du salaire à 100 % en cas de maladie *

La reconnaissance du risque professionnel lié à l'exposition aux maladies contagieuses.



Pour Joëlle et Corinne, représentantes des ATSEM présentes à Auch, cette mobilisation dépasse la seule question du salaire : « Nous demandons avant tout la reconnaissance de la valeur éducative et sociale de notre travail auprès des enfants. Nos conditions de travail doivent nous permettre d'exercer dans le respect et la sérénité. »

Lutte victorieuse menée par la CGT Nice Métropole Côte-d'Azur :

« Depuis plus d'un an, la CGT NMCA revendique, avec détermination, l'attribution du Complément de Traitement Indiciaire (CTI) pour les agents de plusieurs services de notre collectivité, injustement exclus du dispositif malgré leur rôle essentiel auprès des usagers les plus fragiles. Grâce à la mobilisation et à la persévérance des équipes, nous avons obtenu d'importantes avancées : Centre d'Accueil de Jour Le Phare : l'ensemble des agents percevront désormais le CTI ; Pôle Domiciliation et Accès aux Droits : l'ensemble des agents bénéficieront également du CTI ; Centre d'Hébergement d'Urgence Trachel : attribution aux agents travaillant de 16h à 23h ; CHRS et Epicerie solidaire : obtention du CTI pour une partie des agents exerçant des missions d'accompagnement socio-éducatif.

Ces résultats sont le fruit de notre combat continu et collectif. Ils démontrent que la lutte paie !

La CGT NMCA continue à porter ses revendications pour que tous les agents concernés soient reconnus à leur juste valeur et à demander l'attribution du CTI : Aux veilleurs de nuit du CHU Trachel, des CHRS ; aux agents d'accueil et de lien social des Centre Sociaux des Moulins, de l'Ariane, de l'équipe sociale mobile, de l'adresse des aidants et de la résidence St Catherine. Nous ne lâcherons rien tant que perdureront ces inégalités de traitement et l'absence de reconnaissance envers des professionnels engagés au quotidien pour l'accueil, l'accompagnement et la protection des personnes vulnérables.